

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 304 – VENDREDI 18 NOVEMBRE 2016

PÂQUERETTE DÉSAMÉRICANISÉE

Parait que, avec Trump, les USA vont, d'abord, défendre leurs intérêts. Alors que, jusqu'à maintenant...

AGENDA MILITANT

→ 19 novembre

Montreuil [Le Front populaire, la culture et le peuple](#)

→ 22 novembre

Arras [Qu'est-ce que les rapports sociaux de classe ?](#)

→ 23 novembre

Montluçon [Mener ensemble le combat pour l'émancipation et pour l'écologie](#)

→ 25 novembre

Paris [Debout contre les violences faites aux femmes](#)
Rennes [Mixités sociales et ethniques : obstacles et enjeux](#)

→ 26 novembre

Paris [Un an après, la France à l'ère de l'état d'urgence](#)

→ 28 novembre

Paris [Voyage en terres d'espoir](#)

→ 29 nov.-3 déc

Région lilloise [Festival Palestine](#)

À LIRE SUR
communistesunitaires.net

→ Écologie

[Notre-Dame-des-Landes, une lutte citoyenne, légitime](#)

Avec Jean-Luc Mélenchon, et pour le débat

À Cerises, nous portons depuis plusieurs mois l'idée de faire avec la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Nous n'avons pas attendu que cette candidature s'impose dans le paysage. Nous avons pensé, dès mars dernier, que les frondeurs du Parti socialiste ne rompraient pas avec leur parti et que la primaire de la gauche et des écologistes était un piège pour la gauche d'alternative. Nous nous sommes dit qu'aucune candidature issue de la société civile n'était en mesure de faire le pont, et aussi que les ambiguïtés du PCF dans son rapport au PS restaient patentes. Les mois passant, nos hypothèses ont été globalement confirmées : elles sont devenues des convictions. De plus, nous avons souligné que face à l'extrême-droite et à la droite extrême, il faut assumer une candidature de rupture avec le PS et une critique radicale du système politique. Remarquons que l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche nous conduit plutôt à confirmer ce choix. Comme l'écrit le philosophe Slavoj Žižek : « *La défaite d'Hillary Clinton est le prix qu'elle a dû payer pour avoir neutralisé Sanders. Si elle a perdu, ce n'est pas parce qu'elle s'est aventurée trop à gauche mais au contraire parce que, trop centriste, elle n'a pas su capter la révolte anti-establishment qui portait aussi bien Trump que Sanders.* »¹ Allons plus loin : la révolte contre la finance et l'oligarchie doit s'exprimer dans la rue et dans les urnes, devenir une alternative, porter un nouvel horizon.

Ces analyses, nous les avons mises en circulation, avec des dossiers qui présentaient les différents points de vue en présence². Nous n'avons pas tu nos critiques envers Mélenchon ; nous avons affirmé la nécessité de marcher sur deux jambes : s'engager avec Mélenchon, en faisant en commun tout ce qui est possible, et mener campagne sur nos propres priorités, chaque fois que nécessaire. Ainsi, nous ne croyons pas à la discipline de parti, mais à une campagne pluraliste mettant à profit les différences existant entre ceux qui se rassemblent. En réponse à certaines réactions sur notre orientation, nous avons précisé que Cerises n'est pas l'organe central de l'Association des communistes unitaires, qui n'a pas pris position.

1. <http://bibliobs.nouvelobs.com/idees/20161111.OBS1075/trump-par-zizek-l-homme-qui-se-coiffait-comme-une-perruque.html>

2. Par ex. "Se fourvoyer avec le Parti socialiste ou construire une dynamique nouvelle avec Mélenchon ?", <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=5212> et "Au-delà du retrait de la loi Khomri, l'alternative que nous voulons et Mélenchon". <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=5263>

●●● Nous avons aussi fait place au débat, notamment en publiant les points de vue d'Etienne Adam³, de Samy Johsua⁴ et, dans le présent numéro, celui de Sylvie Larue et Laurent Lévy.

Constatons maintenant que le débat a beaucoup évolué. De nouveaux points de vue se sont récemment affirmés. Du côté du PCF, dont les adhérents voteront les 24 et 25 novembre à la suite de la conférence nationale du 5 novembre, de très nombreux élus et militants ont pris position pour faire front commun avec J.-L. Mélenchon. C'est le cas notamment de M.-G. Buffet : « *Le choix d'une candidature communiste alors qu'il existe une dynamique autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon nous isolerait. (...) Nous devons faire le choix du soutien à Jean-Luc Mélenchon, du partenariat avec France insoumise. Ce choix est le seul en capacité de réunir largement et de gagner à gauche pour battre la droite et l'extrême droite. (...) Le choix que nous ferons le 24 et 25 novembre sera très important. Parce que si nous validons le soutien à Jean-Luc Mélenchon, de nombreux autres, parmi les frondeurs, les écologistes, du mouvement social, vont se dire que c'est de ce côté-ci que se passe la dynamique à gauche.* » Du côté d'Ensemble !, les militants voteront avant le conseil national des 19 et 20 novembre. Dans le débat préparatoire à cette consultation, 70 adhérents ont pris position dans un texte collectif pour la position proposant de « *soutenir la candidature de Mélenchon dans le cadre de France insoumise ou dans un autre cadre plus large et plus pluraliste* ». D'autres souhaitent aussi faire avec Mélenchon, mais conditionnent cette convergence à la mise en place d'un cadre commun, tandis que

d'autres encore considèrent que l'union avec Mélenchon n'est pas souhaitable.

On a vu aussi Noel Mamère évoquer la candidature de Mélenchon comme une « *candidature de combat* », dont l'aspect symbolique nous paraît important : « *À partir d'un certain moment, il faut, non pas être réaliste mais il faut qu'on regarde la société en face et l'état du paysage politique.* Jean-Luc (Mélenchon),

dans l'état actuel de délitement de la gauche est une sorte de voiture bélier qui peut affaiblir l'hégémonie d'un parti socialiste qui est arrivé à la fin ». Bref, le débat continue, mais le train n'est plus en attente sur le quai.

● Michèle Kiintz et Gilles Alfonsi



Des potentialités d'élargissement

Nous ne sommes pas les seuls à penser que la candidature de Jean-Luc Mélenchon est la seule à même d'ouvrir un nouvel horizon, dans une situation politique calamiteuse. Ainsi, l'appel Front commun a été conçu pour fédérer ceux qui veulent faire avec cette candidature, tout en demandant que « *soit constitué au plan national, avec toutes les parties concernées, un lieu d'échange et de coordination qui rendra compte de notre diversité politique et sera ouverte aux acteurs des mouvements sociaux comme aux intellectuels, créateurs et artistes, qui manifesteront notre ambition commune et donnera à nos campagnes présidentielle et législatives la plus grande efficacité* ». L'appel, qui compte à ce jour 7 000 signatures, et diverses contributions sont sur le site <https://www.frontcommun.fr>.

La récente rencontre entre le candidat et Noel Mamère, figure de l'écologie politique, va dans le même sens¹, de même que la position de Paul Ariès, directeur de rédaction des *Z'Indigné(e)s*, mensuel des objecteurs de croissance amoureux du Bien vivre. On peut lire aussi, sur le site *regards.fr*, différentes contributions de Roger Martelli² et la position de Marie-George Buffet³. De nombreux élus PCF ou apparentés ont aussi pris position dans ce débat, parmi lesquels Christian Favier (président du Conseil départemental du Val-de-Marne), Azzedine Taïbi (maire de Stains), Patrice Leclerc (Gennevilliers), Patrick Jarry (Nanterre), Jean-Philippe Gautrais (Fontenay-sous-Bois), Philippe Bouyssou (Ivry-sur-Seine), Christian Hervy (Chevilly-Larue), Didier Guillaume (Choisy-le-Roi), Marie-Hélène Amiable (Bagneux), Sébastien Jumel (Dieppe), Bruno Piriou et Ulysse Rabaté (élus à Corbeil-Essonnes)⁴.

● M.K. et G.A.

1. <http://www.regards.fr/web/article/debat-noel-mamere-jean-luc-melenchon>

2. <http://www.regards.fr/auteur/roger-martelli>

3. <http://www.regards.fr/web/article/marie-george-buffet-le-choix-d-une-candidature-communiste-nous-isolerait>

4. <https://blogs.mediapart.fr/bruno-piriou/blog/261016/jean-luc-melenchon-est-le-seul-vote-cre-dible-la-presidentielle-de-2017>

3. "Ne nous enfermons pas dans de vieux schémas". <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=5280>

4. "Deux débats avec JL Mélenchon". <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=5424>

2017, préparer l'avenir

Pour Sylvie Larue et Laurent Lévy, les orientations de Jean-Luc Mélenchon et de la France insoumise tournent le dos à des fondamentaux de la gauche d'alternative. Cerises publie leur point de vue, au nom du débat.

« **F**ace à une crise globale du système capitaliste qui recouvre toutes les sphères de la vie humaine, se projeter au-delà de son horizon est devenu l'enjeu du présent. (...) Nous pensons que cela peut-être utile pour que les luttes les plus immédiates soient moins récupérables et plus puissantes et que se projeter dans la perspective d'une organisation de la société contribue à déterminer les vrais rapports de force » (note d'intention du séminaire Communisme de l'Association des communistes unitaires, février 2013). Construire un mouvement qui commence à se projeter vers un au-delà du système capitaliste en remettant en cause la confiscation du pouvoir que constitue la 5^e République et plus particulièrement l'élection présidentielle, n'est-ce pas le meilleur moyen de préparer l'après 2017 ?

Entre potentialités ouvertes par les mobilisations sociales et montées du racisme et des idées d'extrême-droite, chacune, chacun d'entre nous cherche le meilleur moyen d'avancer dans les chemins de l'émancipation collective, en tentant de mettre en cohérence stratégie à long terme et tactique immédiate. Le débat sur les enjeux électoraux est traversé par cette recherche de cohérence. La politique s'inscrit toujours à la fois dans la longue et dans la courte durée : dans l'horizon, dans la période, dans la conjoncture et dans le moment.

Sur trois points au moins, la conjoncture idéologique, politique et sociale est différente de celle des années passées, et en particulier de celle de 2012, et plus généralement de celles de la période historique qui est la nôtre, ce XXI^e siècle balbutiant dont on peut en France dater les débuts en décembre 1995.

La gauche radicale se proposait, depuis cette époque, de "contester au Parti socialiste son hégémonie sur la gauche". Ce dernier bénéficiait, sur le plan électoral, du puissant effet du "vote utile", lié à l'anticipation par les électeurs de la configuration du second tour d'une élection pour déterminer ses choix lors du premier – un effet qui a pris depuis 2002 des dimensions considérables. L'annonce, qui semble irréversible d'une disparition du PS à l'issue du premier tour de la prochaine élection présidentielle va donner une limite sévère à ce mécanisme. Qui plus est, le PS connaît aujourd'hui, à l'issue d'un quinquennat catastrophique, une crise d'une ampleur inouïe, et ce qui était depuis des années un simple ensemble

de divergences internes atteint un niveau proprement explosif, de nature à mettre sa pérennité en cause. Ce sera sans doute le seul legs positif de Manuel Valls : la réussite de son projet de destruction du PS en tant que parti rattaché d'une manière ou d'une autre à "la gauche". La participation des "frondeurs" et autres courants de gauche à la primaire organisée par Cambadélis a fort peu de chance d'aboutir à un resserrement des rangs autour d'orientations de gauche ; le cas britannique ne semble pas reproductible en France, en l'absence d'un lien réel, organique et profond entre le Parti socialiste et le mouvement ouvrier. Le plus probable est dès lors l'éclatement du PS à l'issue de la prochaine séquence électorale, ou son enlisement de longue durée. L'expérience du quinquennat lui aura été fatale.

Ce quinquennat a par ailleurs été le théâtre d'un événement inouï : le premier mouvement social de masse, bénéficiant qui plus est d'un soutien largement majoritaire dans la société, dirigé contre le cœur de la politique d'un gouvernement qui devait à la gauche (à celles et ceux-là mêmes qui manifestaient ou s'opposaient par la gauche à la loi El Khomri) son accession au pouvoir. Il s'agit là d'un "détail" à la portée considérable, qui met en cause, de façon profonde, l'approche classique de la politique "délégataire" par laquelle les mouvements sociaux s'en remettent en définitive à la "classe politique". Le rapport à la politique de très larges secteurs militants s'en trouve bouleversé, si bien que raisonner aujourd'hui comme hier sans prendre cet événement en considération, c'est s'exposer à retarder sur l'état réel en y appliquant un discours dont l'obsolescence se poursuit à grande vitesse. De nouvelles formes d'engagement militant voient le jour, parfois avec une certaine ampleur. La volonté d'intervenir dans le mouvement de la société dans un sens émancipateur se manifeste de plus en plus dans une ambivalence à l'égard des cadres classiques de la politique qui ne peut pas être considérée comme globalement négative : au contraire elle rencontre, même si c'est souvent de façon aveugle et contradictoire, des préoccupations qui sont les nôtres depuis de longues années.

La longue mise en sommeil de l'espérance révolutionnaire par une parenthèse ouverte au cours de la décennie 80 n'est sans doute pas achevée, mais la période alors marquée par ●●●

●●● la montée de l'hégémonie sociale-libérale est entrée en crise. La reconstruction d'une gauche d'alternative est dès lors à l'ordre du jour dans des termes renouvelés dans le cadre d'une crise qui n'est pas moins profonde, mais pour laquelle s'ouvrent des possibles qu'il faut envisager avec détermination et avec confiance.

C'est l'un des points où le bât blesse dans le projet porté par Jean-Luc Mélenchon avec la construction de la "France insoumise", un mouvement constitué de "groupes d'appui" à sa candidature. Le Parti de gauche vient de l'explicitier ainsi : « *Les initiateurs de l'appel souhaitent la mise en place d'un cadre permettant l'implication dans la campagne de toutes celles et ceux qui soutiennent la candidature de Jean-Luc Mélenchon. C'est justement l'objectif de la France insoumise. Il ne s'agit ni d'un parti, ni d'une organisation figée, mais d'un mouvement au service des campagnes présidentielle et législative, en capacité d'accueillir à la fois les individus et les groupes politiques qui veulent s'engager dans cette bataille.* »

Le même texte précise : « *Bien sûr, pour le Parti de gauche, qui aspire à son propre dépassement depuis sa création, il s'agit également de favoriser la création d'une nouvelle force politique à l'issue des échéances électorales. Mais ce n'est pas la question du moment : c'est la France insoumise, dans la diversité de ce que cette campagne aura représenté, qui décidera de son avenir à l'issue des échéances électorales, en respectant l'autonomie de décision des groupes politiques qui auront participé à la campagne.* »

Ainsi, ce qui se constitue est un mouvement qui, après avoir servi de base militante pour le besoin des élections présidentielle et législative, aurait vocation à devenir « *une nouvelle force politique* » où se retrouveraient après la séquence électorale celles et ceux qui auraient « *participé à la campagne* » de Jean-Luc Mélenchon – et eux seuls. En fait de reconstruction de la gauche d'alternative, il s'agit donc de rassembler autour de JLM ceux et celles qui auront fait sa campagne. Après le coup de force tendant à empêcher l'émergence d'une candidature unitaire, on construirait de cette façon un obstacle essentiel au rassemblement des forces de gauche dans la période suivante.

Il est souvent argué dans les débats entre militant-e-s que ce projet politique que l'on peut qualifier de "bonapartiste" ne

risque pas d'aboutir et ne doit donc pas nous polariser. C'est jouer gros pour un résultat bien médiocre au regard des enjeux politiques essentiels de l'après 2017. Car ce qui se joue en 2017, c'est bien l'après. Et on ne peut contribuer à ce que la gauche de l'après 2017 soit structurée autour de la personne de Jean-Luc Mélenchon.

Il y a d'ailleurs tout aussi grave, voire plus encore, que son projet de confiscation de l'alternative.

La multiplication des "sorties" de Jean-Luc Mélenchon qui confèrent à son discours une tonalité nationaliste est souvent tenue pour un simple "désaccord" plus ou moins négligeable : formules mal comprises, dérapages, ou expression d'un tropisme classique qui constitue une donnée permanente de sa pensée politique depuis des lustres, si bien qu'il n'y aurait aucun sens à lui reprocher aujourd'hui ce qui ne faisait pas obstacle en 2012 à une belle campagne du Front de gauche pour sa candidature.

Or, sur ce point, alors que l'accélération de la mondialisation du monde se fait chaque jour plus intense et suscite des in-

quiétudes compréhensibles chez beaucoup, les évolutions délétères du climat idéologique et politique dans lequel ces "sorties" sont exprimées n'autorisent pas à en négliger la portée.

Peu importe que, comme nous sommes un bon nombre à le penser, JLM exprime bien le fond de sa pensée en disant que s'il avait été à la place d'Angela Merkel, il n'aurait pas ouvert les frontières à des centaines de milliers de réfugiés, en disant que les travailleurs détachés « *volent le pain* » de ceux qui sont déjà là, manquant ainsi au « *principe de responsabilité* » qui leur incombe, en disant que le fait pour des femmes voilées de se rendre à la plage constitue une « *provocation* », ou que les accords ACP sont une « *machine à fabriquer de l'immigra-*

tion » (alors que le reste de son discours sur ce point montre qu'il s'agit d'une machine à produire de l'exil, et que le drame est ici "l'émigration" et non "l'immigration", autrement dit les conséquences "pour nous" présentées comme *a priori* négatives), ou en appelant « *patriotisme économique* » le refus de la domination de la finance transnationale sur la vie économique de la France, en évoquant « *l'Europe allemande* » (rappelant que « *notre voisin* » nous a envahi trois fois en un siècle), ou en invitant à se méfier des « *chimistes allemands* », ●●●

La reconstruction d'une gauche d'alternative est à l'ordre du jour dans des termes renouvelés dans le cadre d'une crise qui n'est pas moins profonde, mais pour laquelle s'ouvrent des possibles qu'il faut envisager avec détermination et avec confiance.

●●● ou encore en disant que lorsqu'on devient français « *on adopte* » le récit national.

Le fait est que, indépendamment de ce qu'il peut penser *in petto*, ce genre de propos favorise les réflexes identitaires, nationalistes et xénophobes dans l'opinion publique. Ils ne sont de nature à lui rapporter aucune voix, mais confortent ce qui constitue aujourd'hui l'un des points les plus saillants et des plus régressifs de l'idéologie dominante. Les thèmes racistes, identitaires, nationalistes, etc., se sont installés au cœur du débat public et le structurent. Les efforts en ce sens de Nicolas Sarkozy n'avaient pas obtenu le succès espéré en 2007, mais faute d'un contre-feu suffisant, et à la faveur de l'émotion suscitée par les vagues d'attentats commis en France depuis janvier 2015, et alors que le FN impose jour après jour son influence idéologique et politique, ces questions sont devenues centrales. Les enquêtes d'opinion ne les mettent pas encore en tête des préoccupations énoncées. Mais d'ores et déjà, la question de la "sécurité" est en haut du palmarès. Et l'on sait comment cette question est traitée, tant dans le discours politique majoritaire (de l'extrême-droite au Parti socialiste) que dans les médias dominants. La manière dont de larges secteurs de l'opinion envisage la question des réfugiés par le refus de leur installation, la cristallisation d'une islamophobie de plus en plus ouverte et débridée, les difficultés corollaires de toute mobilisation antiraciste, tout cela converge dans la même direction : dans une ambiance très tendue, le réflexe identitaire et xénophobe devient un risque social et politique décisif, en même temps qu'il constitue un obstacle au rassemblement du plus grand nombre dans des combats communs – et donc à toute perspective politique positive.

Dans cette conjoncture précise, le discours de Jean-Luc Mélenchon ne peut être simplement qualifié de "désaccord" ou de "divergence" avec ce que nous entendons porter et construire : il est porteur de thèmes que l'on doit combattre. Et leur caractère central, y compris dans une campagne centrée sur « *l'indépendantisme français* » rendrait inaudible ce combat s'il s'accompagnait d'une participation à cette campagne. Un "soutien critique" serait entendu comme "soutien" dont le versant "critique" serait au mieux inaudible, et plus concrètement absent. Ce n'est pas d'abord par pureté idéologique, par une posture morale, qu'il faut refuser de mener cette campagne pour JLM2017 : c'est à cause de ce qu'elle porte de régressif dans le débat public.

Ne pas faire campagne pour JLM ne veut pas dire être absent d'une échéance qui va marquer le paysage politique et institutionnel.

Lorsque l'on énonce cette idée que "si Jean-Luc Mélenchon est le seul candidat possible, c'est que nous n'avons pas de candidat-e", une réponse habituelle est que "sauter l'étape" de l'élection présidentielle relèverait du suicide politique. Mais si suicide politique il y a, c'est bien de laisser se reconstruire la gauche autour du projet de la France insoumise, tout en laissant se cristalliser comme ethos dominant dans la société un sentiment identitaire nationaliste, lourd de tous les dangers d'explosion.

Ne pas faire campagne pour JLM ne veut pas dire être absent d'une échéance qui va marquer le paysage politique et institutionnel. Nous ne renonçons pas à construire avec d'autres forces à la gauche du PS, mais nous mettons au cœur du processus la capacité de celles et ceux qui sont susceptibles d'y participer, à produire du contenu alternatif et de la cohérence politique autour d'un projet de transformation de la société.

En toute hypothèse, la temporalité de la reconstruction d'une gauche d'alternative ne se confond pas avec celle d'une campagne électorale.

Pour que la politique redevienne désirable pour tous les dominés et tous les exploités, nous avons besoin de construire un nouveau récit. Il s'agit de permettre à un grand nombre de citoyens de se réapproprier le politique pour reconstruire la visée qui nous fait défaut. C'est au prix de cet effort que nous pourrions renouer avec des millions d'abstentionnistes et de désenchantés de la politique. À l'heure où les alternatives se cherchent en Grèce, en Espagne, en Grande Bretagne, au Portugal, et même aux États-Unis, il importe de concevoir des espaces politiques de débat ouverts loin d'une conception délégataire de simple

soutien, d'« *appui* » à un candidat.

Nous vivons la fin d'un cycle. Les résultats des dernières élections, l'annonce d'un second tour droite extrême-droite ne sont pas un coup de tonnerre dans un ciel serein. Ils sont le résultat d'un long processus qui se noue autour de l'impossibilité du compromis keynésien, d'où l'échec de la social-démocratie et l'évolution du PS qui accompagne désormais les évolutions du système, mais aussi l'incapacité des forces sociales et politiques à définir un nouveau projet de société. L'effort à produire aujourd'hui est celui-là, plutôt que de se dire que nous serions impuissants face à une irrésistible montée du Front National. Pour construire ce projet il importe de sortir des sentiers battus, d'aller au-delà de ce que nous avons produit dans le cadre des collectifs unitaires anti-libéraux ou avec le ●●●

●●● programme *L'Humain d'abord*. Tirons les enseignements de l'expérience du programme de Thessalonique en Grèce avec Syriza. Plus que de mesures d'urgence, nous avons besoin de mettre en débat des axes qui soient autant d'éléments de rupture avec le système capitaliste par exemple sur la question du travail, de l'État, de la démocratie du local au global, de l'écologie, de la solidarité, du féminisme, de l'antiracisme et autres sujets centraux.

Le mouvement qui a traversé le pays durant le printemps 2016 a obligé le gouvernement à utiliser le 49-3 pour faire passer sa loi Travail et a commencé à produire des éléments de débat structurants : libérer le travail ou se libérer du travail, revenu de base versus salaire à vie... Souffrir au travail ou souffrir de ne pas avoir de travail, il est temps de sortir de cette situation autrement qu'en développant l'auto-entrepreneuriat et l'ubérisation de la société. Pour le capital seul un travail soumis aux actionnaires et aux propriétaires d'entreprise dans le cadre du marché du travail produit de la valeur. Mais nous faisons l'expérience tous les jours d'une autre reconnaissance du travail dans le cadre de la fonction publique, qu'elle soit d'État, hospitalière ou territoriale ou dans le cadre des coopératives dont le but premier n'est pas l'accumulation du capital. Il faut élargir cette reconnaissance à l'ensemble des activités de travail de la société en revendiquant la propriété d'usage des outils de travail par les salariés en même temps que le droit à un salaire de 18 ans jusqu'à la mort, en prenant appui sur les acquis d'un siècle de lutte qui ont permis de socialiser tout une partie de notre salaire (Sécurité sociale, allocations chômage, retraite, congés payés...). Si travailler, c'est produire de la société pour vivre, il est juste de revendiquer de reprendre la main sur notre travail et d'en finir avec le rôle parasite des actionnaires.

Parce qu'il y a incompatibilité entre la lutte contre le dérèglement climatique et le système politique et économique actuel, remettre en cause la logique d'accumulation du capital en y opposant une logique d'appropriation collective des outils de travail par les salariés est nécessaire pour développer toutes les solutions alternatives au pillage des ressources de la planète et promouvoir un développement durable. Lutter contre l'obsolescence programmée heurte les tenants de la marchandisation à tout prix. Plutôt que d'inventer des droits à polluer, il est possible d'envisager de nombreuses solutions : écono-

mies d'énergie, sobriété, isolation, transports collectifs, économie circulaire, énergies renouvelables, recyclage, géothermie, éoliennes, photovoltaïque, agriculture paysanne...

C'est aussi libérer de la loi du marché de nouveaux pans de la société. Même si la situation est plus complexe que cela, la gratuité est déjà là dans de nombreux secteurs comme l'école, la santé, les services publics territoriaux. Il est temps de conquérir de nouveaux espaces de gratuité : transports publics, eau et électricité pour ce qui est des besoins essentiels, accueil des personnes dépendantes, autoroutes, crèches... Marqueur très fort de la sortie de la marchandisation, à laquelle s'attaquent régulièrement les libéraux pour lui préférer le principe de tarification sociale, la gratuité constitue un axe de rupture conséquent du système capitaliste. Développer les services publics et les politiques publiques, mais aussi se dégager progressivement de la tutelle de l'État pour envisager leur gestion par les intéressés eux-mêmes. Cette question du rapport à l'État est aussi un axe structurant de dépassement du système

capitaliste. Plutôt que de revendiquer plus d'État, revendiquons plus de mise en commun, plus de services publics autogérés, pour les secteurs que nous souhaitons sortir de la logique de marché.

Moins d'État pour plus de démocratie, du local au global, il s'agit à partir de la commune de pouvoir participer aux choix politiques qui concernent aussi bien la commune que la nation, l'Europe ou le monde. Quand nous faisons voter des vœux dans les conseils municipaux contre le TAFTA ou le CETA, il y a bien là une revendication de pouvoir décider au plus près des citoyens de questions qui relèvent du

niveau international. Plus que de rapports délégués nous avons besoin de construire collectivement et localement des mandats avec des élus partenaires chargés de les porter à d'autres niveaux que celui de la commune.

Construire un mouvement qui commence à se projeter vers un au-delà du système capitaliste, remettre en cause la confiscation du pouvoir que constitue la 5^e République, travailler à un rassemblement divers et donc ne pas s'inscrire dans la campagne de France insoumise sauf en cas de changement profond de son orientation, ce qui est peu probable, constitue pour nous le meilleur moyen de préparer l'après 2017.

● Laurent Lévy
et Sylvie Larue



Moins d'État pour plus de démocratie, du local au global, il s'agit à partir de la commune de pouvoir participer aux choix politiques qui concernent aussi bien la commune que la nation, l'Europe ou le monde.

Not my président !

Au bout d'un processus électoral extrêmement complexe, organisé pour que rien ne change, l'alternance démocrate-républicain, qui rythme la vie politique américaine, n'a pas été troublée. Après avoir mené une campagne mêlant propos nationalistes, xénophobes, racistes et sexistes, Donald Trump devient président des États-Unis d'Amérique.

Comment peut-on en arriver là après avoir élu le premier président noir américain ? Mercredi matin, nous nous sommes réveillés groggy. Mes élèves n'étaient pas en reste : « *Madame, les Américains se sont "trumpés", ils ont élu un raciste!* »

Certes, l'élection de Donald Trump est l'expression d'un électorat blanc populaire, souvent implanté dans les régions industrielles en déclin, séduit par l'illusion que le milliardaire pourrait "Rendre à l'Amérique sa grandeur" en luttant contre l'immigration illégale, en construisant des murs et en prônant un isolationnisme économique.

Elle est aussi l'expression de l'échec d'Hillary Clinton partie prenante de "l'establishment", d'une élite déconnectée du peuple et empêtrée dans ses scandales, et qui ne retrouve pas les voix démocrates de 2012. Cette élection est, enfin, la défaite du Parti démocrate, incapable de réformer Wall Street après la crise financière de 2008, de freiner l'accroissement des inégalités, d'empêcher la désindustrialisation ou de faire reculer le racisme institutionnalisé et les meurtres d'Afro-américains par la police.

Mais analyser ce vote ne montre que la partie émergée de l'iceberg. Trump et Clinton ont été les candidats les plus impopulaires des États-Unis depuis l'existence des sondages. La moitié des électeurs se sont abstenus alors qu'on annonçait un record de participation. 40 % de ceux qui se sont exprimés étaient insatisfaits du choix des candidats.

De l'abstention au vote par défaut, il y a aussi l'expression d'un rejet de cette forme de démocratie qui n'en est pas une. L'espoir d'alternative qu'a représenté

la campagne de Bernie Sanders a été englouti dans le système des primaires. En appelant à voter pour Hillary Clinton, pour éviter le pire, Sanders a grillé les atouts construits à l'occasion de sa campagne.

Après un début d'affolement des marchés financiers, tout est rentré dans l'ordre et les pouvoirs financiers vont s'accommoder du nouveau personnage de la Maison Blanche qui a déclaré vouloir être le président de tous les Américains après avoir contribué à diviser profondément son pays et son peuple. Même s'il y a beaucoup d'incertitudes sur ses choix politiques, contrairement à ce qu'attendent ses électeurs, Trump sera vraisemblablement un serviteur zélé du système dont il est issu.



Sommes-nous condamnés dans le monde à subir ces défaites politiques sans entrevoir le début d'une construction alternative? Nombreux sont celles et ceux qui affirment d'ores et déjà qu'ils n'iront pas voter lors du second tour de l'élection présidentielle,

pendant que certains se préparent à s'abstenir au 1^{er}. Le sentiment de se faire avoir depuis de nombreuses années est partagé, comme l'idée que, quoi qu'il arrive, on continue d'engranger des défaites et des reculs sociaux. Au fond, n'est-ce pas un premier pas nécessaire pour reconstruire un chemin d'émancipation ? Et si ce premier pas est fait, n'est-ce pas le contredire que de proposer de s'engouffrer dans une campagne pour un candidat qui, certes se revendique de la rupture avec la "gauche" gouvernementale, mais fonctionne sur les mêmes ressorts délégataires ?

Celles et ceux qui battent le pavé contre la loi Travail, pour la solidarité avec les migrants, pour la lutte contre le changement climatique n'entendent pas déléguer ainsi leur pouvoir de décision. Le reconnaître est incontournable pour construire ensemble et vaincre TINA !

● Sylvie Larue



Pif est mort ? Mon oeil !

Soutien critique à Mélenchon, rejet de ce candidat, la recherche d'une alternative crédible est tendue et ténue. Comme est aigu le besoin d'une dynamique. Dans le flot des mails, des contributions, des tensions et des bulletins de vote, il vous a peut-être échappé que Pif Gadget participait aussi aux primaires de la Gauche de gauche. L'humour est, paraît-il, la politesse du désespoir. Me pardonnera-t-on ici mon impolitesse et mon espoir ? Car effectivement, je préfère les Pifises. Philippe Stierlin

La boîte escamoteuse : Trouvaille récente de la rédaction de Pif et de 250 responsables du PCF à sa conférence nationale, ce gadget permet de faire disparaître une personne pour en faire apparaître une autre. Mettez Jean-Luc Mélenchon en boîte par exemple, et faites réapparaître soit "le député communiste André Chassaigne", soit "le socialiste Arnaud Montebourg", soit "Personne" ! Il suffit de refermer et de rouvrir la boîte escamoteuse. Parmi d'autres, Marie-George Buffet a demandé aux adhérent-e-s du PCF de ne pas jouer avec cette boîte d'allumettes et de faire resurgir l'Insoumis.

Les pois sauteurs : C'est un gadget couplé avec la boîte escamoteuse. Qui n'a jamais vu ces étranges pois chiches faire, d'eux-mêmes, des bonds de quelques centimètres... Ses partisans pensent qu'il vaut mieux plusieurs petits pois sauteurs qu'un gros pois susceptible de faire un bond en avant.

La plante carnivore : Gadget prisé par ceux qui pensent que La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon va les engloutir et les digérer. Il n'est pas très compatible avec une campagne en forme de bouquet.

La plante préhistorique : Gadget préféré des partisans du soutien acritique à Jean-Luc Mélenchon. Ces derniers pensent qu'une telle plante doit et peut revivre sous nos yeux en quelques heures. Ils ont des difficultés à imaginer qu'une nouvelle plante puisse un jour apparaître.

La machine à faire des œufs carrés : Les concepteurs de ce gadget, qu'on trouve en partie à Ensemble ! (mais pas seulement), militent en faveur de la transformation radicale des œufs qui ne leur plaisent pas. L'appareil comporte en réalité un système de cuisson du coq Mélenchon. Ce dernier serait devenu, selon eux, un mauvais producteur et totalement impropre à la consommation. Cependant, la machine à faire des œufs carrés est difficilement utilisable en poulailler.

Donne vie à tes Pifises : Ce gadget, assimilé à du vivant, unique en son genre, permet de marquer les esprits. Il pourrait se retrouver en tête du classement, car il est dans beaucoup de têtes. Il a ses partisans dans Ensemble! et chez des communistes, encartés ou non. Au départ, il s'agit d'œufs séchés de petits crustacés. Réhydratés avec l'eau de La France insoumise, ils peuvent reprendre leur développement, ce qui est très stimulant. Les *Pifises* "Gratuité", "Égalité", "Révolution démocratique", "Changer le travail" peuvent atteindre un ou deux centimètres en quelques semaines de campagne électorale, puis grandir nettement. Filtrer, voire changer l'eau à chaque fois qu'elle se trouble, permet un développement optimal.

.....
Les ami-e-s, vous qui pensiez que Pif était mort, vous voilà rassuré-e-s.



Devant le Bataclan, ce 13 novembre, jour anniversaire des attentats de Paris et Saint-Denis.



Image de la semaine

● **Centralisme démocratique, le retour.** « *Tous les communistes auront à engager la bataille pour faire vivre la décision majoritaire et qui ne sera pas la décision d'un camp contre un autre* », explique la présidente du Conseil national du PCF, Isabelle De Almeida, dans *Communistes*, le supplément de *L'Humanité*, du 16 novembre. Et dans les colonnes du quotidien, le même jour, on lit sous la plume de Guillaume Roubaud-Quashie, membre du comité exécutif du parti : « (...) *il va de soi que la décision de la majorité des communistes sera celle de tout le Parti. Dans tous les cas, l'ensemble de la direction, non seulement la respectera, mais se mettra à plat ventre pour la faire vivre, car c'est bien un effort de cette nature qui nous attend toutes et tous si nous voulons être à la hauteur des enjeux* ». Comme quoi, être pour un soutien du PCF à la candidature de Jean-Luc Mélenchon ne vaccine pas contre l'orthodoxie. Résumons le glissement : passer de l'idée que la position majoritaire devient la parole officielle de l'organisation à l'obligation faite à tous les adhérents de mettre en œuvre la ligne du parti. Quand on ne sait plus où on va, on passe les principes par-dessus bord et on se rabat, en toute illusion, sur la discipline de parti.

● **Avenir du service public.** À l'initiative et avec la participation de nombreuses organisations (associations, syndicats, partis...)

et de collectifs citoyens, les Assises nationales pour le service public du XXI^e siècle ont lieu le 18 et 19 novembre, à Montreuil (93). + d'infos sur le site de la coordination nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, [ici](#).

● **Avec Clémentine Autain (Ensemble !) et Patrice Cohen-Seat (PCF)** débat Front commun à Marseille, le 25 novembre. « *L'élection de Donald Trump est un terrible avertissement. La colère est immense contre des décennies de politique libérale, et elle peut se mélanger au pire du racisme et de la xénophobie. (...) les exigences de justice sociale et écologiste, d'égalité, de démocratie sont toujours bien vivantes. Elles doivent pouvoir trouver l'expression de leur potentiel politique. (...) Une candidature de large rassemblement est possible et peut résulter d'une construction collective impliquant directement, au-delà des forces concernées, les citoyen-nes. Quels que soient les arguments des uns et des autres ou les divergences que nous pouvons avoir avec lui, la candidature de Jean-Luc Mélenchon est installée dans le paysage politique. (...) Comment réussir à rassembler plus largement pour construire une rupture politique pluraliste, démocratique ? Quelles sont les bases politiques les plus efficaces pour que la campagne ouvre une perspective populaire mobilisatrice ?* » Plus sur [communistesunitaires.net](#), rubrique Evènements.

Cerises

publication de l'Association des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr



MEDIAPART

